

**Réunion du Conseil d'administration de l'ACCP
Les 17 et 18 novembre 2012
Hôtel Sheraton, Ottawa, ON
8 h 30 à 17 h (HNE)**

NOTE : These minutes were translated from the original minutes which were recorded in English.

Présences : Lorna Martin (présidente), Miriam Duff, Lilli Janzen, Béatrice St-Amand-Doepker, Sarah Holland, Serge Hall, Beth Robinson, George Dunne, Michel Lefebvre, Erin Crossland, Deborah Wood Salter, Blythe Shepard, Trish McCracken, Marie Cardinal-Picard, Barbara MacCallum (secrétaire)

Excusés : Martin Reid

Invitée : Nicole Maurice, chef de bureau de l'ACCP

Mot de bienvenue

- Lorna souhaite la bienvenue à tous et les remercie d'être présents à la réunion.

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal du 20 septembre 2012
3. Conflit d'intérêts
4. Examen de la planification stratégique
5. Rapports des administrateurs y compris les rapports de liaison avec les sections
6. Éléments d'information – Questions soulevées
7. Comptes rendus des comités
8. Recrutement de membres au CA
9. Fonds d'aide aux sections
10. Comité du site internet grand public
11. Congrès de recherche
12. Médias sociaux
13. Examen du congrès
14. Aperçu du rapport sur la gestion du risque
15. Discussion de la gestion du risque
16. Prestation de conseils à l'intention du Conseil d'administration 2013-2015
17. Recommandations concernant l'International Association for Counselling (IAC)
18. L'Initiative nordique
19. Prochaine réunion
20. Clôture de la réunion

Le samedi 17 novembre 2012

1. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : Adopter l'ordre du jour tel que proposé.

Proposée par Serge Hall. Appuyée par Erin Crossland.

ADOPTÉE.

2. Adoption du procès-verbal

Résolution : Adopter le procès-verbal de la réunion du 20 septembre 2012, qui rend compte fidèlement des discussions et des décisions du Conseil.

Proposée par Michel Lefebvre. Appuyée par Béatrice St-Amand-Doepker.

ADOPTÉE.

3. Conflit d'intérêts

Toutes les personnes présentes ont confirmé qu'aucun des sujets inscrits à l'ordre du jour ne les mettaient en situation de conflit d'intérêts, à l'exception de Lorna Martin et Blythe Shepard, qui pourraient être en conflit d'intérêts lors de la discussion du Fonds discrétionnaire de la présidence, de même que Nicole Maurice et Barbara MacCallum, qui pourraient l'être lors de la discussion sur la Reconnaissance du personnel du Siège social.

4. Planification stratégique

Lorna donne un aperçu des mesures à prendre qui sont inscrites dans le Plan stratégique.

5. Rapports des administrateurs, y compris les rapports de liaison avec les sections

Saskatchewan – Béatrice St-Amand-Doepker

- Le nombre de membres s'accroît lentement.
- Les membres de la Saskatchewan tentent de former une section.
- Béatrice fera une présentation en décembre 2012 à des étudiants universitaires.
- Elle rencontrera la Saskatchewan School Counsellors Association à la fin novembre 2012.
- Des postes de représentants étudiants sont encore à pourvoir dans les deux universités de la Saskatchewan.
- Béatrice a consacré du temps à répondre aux courriels des membres.
- Elle assure la liaison avec la Section de justice sociale.
- La Section est reconnaissante pour le financement accordé lors du Congrès 2012.

Nouveau-Brunswick francophone – Serge Hall

- Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a subi un remaniement ministériel qui a donné lieu à la nomination d'un nouveau ministre de la Santé.

- Une nouvelle conseillère en matière de politiques a été affectée à la Fédération, son mandat étant d'aider à l'élaboration de la législation.
- Serge a participé à une rencontre avec la nouvelle conseillère en politiques et a pu la mettre rapidement au courant de l'état d'avancement du dossier et du travail accompli jusqu'à présent concernant la législation.
- La rencontre fut très positive.
- L'objectif est de faire en sorte que la législation soit présentée lors de la session du printemps.
- Serge fit une présentation aux étudiants de l'Université de Moncton (à l'aide d'une version modifiée de la présentation PowerPoint pour les étudiants).
- Serge assure la liaison avec la Section d'orientation professionnelle.
- Il fait état d'une lourde charge de travail au sein du Comité de déontologie.

Nouveau-Brunswick anglophone – Erin Crossland

- Erin a rencontré le représentant étudiant à l'Université du Nouveau-Brunswick et a fait une présentation aux étudiants (à l'aide d'une version modifiée de la présentation PowerPoint pour les étudiants).
- Elle est d'avis que les présentations aux étudiants contribuent au recrutement de membres.
- Le nombre de membres s'accroît lentement.

Ontario Anglophone – Trish McCracken

- 26 % des membres de l'ACCP sont de l'Ontario; 62 % des membres ontariens ont le titre de CCC.
- Trish assure la liaison avec les Sections conseillers en milieu scolaire et praticiens en cabinet privé.
- La principale activité au sein de ces sections consiste à se préparer en vue du Congrès annuel de l'ACCP.
- Trish participe aux rencontres des présidents de section.
- Elle adresse des bulletins de liaison à ses membres une fois par mois, leur demandant de rapporter leurs activités.
- Elle aimerait que davantage de postes de représentants étudiants soient pourvus.
- Elle a participé à une Conférence des peuples autochtones à Toronto et à deux téléconférences de la Section du Cercle autochtone.
- Les noms de deux membres du nord de l'Ontario ont été transmis au Conseil transitoire de l'Ordre des psychothérapeutes autorisés et des thérapeutes autorisés en santé mentale, afin qu'ils aident le Comité chargé d'élaborer l'outil d'évaluation des apprentissages antérieurs (PLAR) du processus de candidatures.

Ontario francophone – Michel Lefebvre

- Le nombre de membres francophones a légèrement augmenté, mais pas au même rythme que celui des membres anglophones.
- Michel adresse régulièrement des bulletins de liaison à ses membres.
- Il assure la liaison avec la Section de la Région de la capitale nationale, qui a récemment accueilli Lorna Martin pour une présentation au sujet de la réglementation en Ontario.

- Les critères inhérents à la réglementation de l'inscription sont actuellement entre les mains du ministère de la Santé et des Soins de longue durée, en attente d'une approbation.
- Michel est en contact avec les représentants étudiants aussi bien à l'Université d'Ottawa qu'à l'Université Saint-Paul.
- Il a reçu de nombreuses questions de la part des membres au sujet du nouvel ordre professionnel et des avantages de devenir membre de l'ACCP.

Île-du-Prince-Édouard – Deborah Wood Salter

- Glenn Sheppard (ex-président de l'ACCP, expert-conseil en matière de déontologie) a fait une présentation sur la déontologie à Charlottetown.
- Deborah n'a pas pu assister à la présentation, mais on lui a rapporté que la réaction fut extrêmement positive et plusieurs ont demandé que l'on répète l'expérience.
- Un projet de loi-cadre sur les professions de la santé est présenté à l'Î.-P.-É.
- Deborah fait partie du groupe de travail sur la réglementation de la Prince Edward Island Counselling Association (PEICA).
- Le groupe de travail a répondu à une demande du gouvernement réclamant des commentaires sur le projet de loi-cadre.
- La législation sera présentée au gouvernement cet automne (2012).
- La relation entre le groupe de travail et le gouvernement est positive.

Colombie-Britannique – George Dunne

- George participe à l'Initiative nordique et au Comité de déontologie.
- Il n'y a pas eu de changement au statut de la réglementation en C.-B.
- Un lobbyiste œuvre aux côtés du Groupe de travail de la C.-B.
- La Section de la C.-B. est solide.
- Le programme de représentant étudiant fonctionne très bien en C.-B. et tous les postes sont pourvus.
- George a fait des présentations aux étudiants de l'université Northern British Columbia.
- Il reçoit de nombreux courriels demandant de l'information sur l'incidence professionnelle d'un déménagement de la C.-B. vers d'autres provinces.

Québec anglophone – Lilli Janzen

- C'est le Projet de loi 21 qui retient principalement l'attention de Lilli.
- Les membres étant peu informés sur la façon de faire une demande de permis de psychothérapie, cela leur cause beaucoup d'anxiété.
- Le cours obligatoire de déontologie et de gestion des dossiers n'est pas encore offert en anglais.
- L'obtention du permis coûte très cher.
- Au Québec, il ya une distinction très tranchée entre le counseling et la psychothérapie.
- Lilli a travaillé à promouvoir plusieurs possibilités d'éducation permanente et à y participer.
- Les entreprises de PAE indiquent que leurs employés effectuent du counseling et non de la psychothérapie, et qu'ils n'ont donc pas besoin de permis.
- Les thérapeutes des arts créatifs sont eux aussi incertains quant à la suite des choses.

- À son départ du Conseil d'administration de l'ACCP, Lilli deviendra représentante de l'Adler School of Psychology.

Québec francophone – Marie Cardinal-Picard

- La principale préoccupation de Marie a porté sur le Projet de loi 21 et son effet sur les membres de l'ACCP.
- Elle a distribué un sondage aux membres, leur demandant de lui faire part de leurs commentaires sur le processus de demande de permis.
- Marie a donné un exemple clair de ce que Québec perçoit comme différence entre le counseling et la psychothérapie. Le counseling consiste à aider une personne à se sentir mieux; la psychothérapie consiste à traiter un problème.
- Elle a fait une présentation aux étudiants de l'Université de Sherbrooke.
- La question qui revient le plus souvent est de savoir si le titre de CCC favorise la reconnaissance du candidat par les PAE et par les compagnies d'assurance de tiers, ainsi que de déterminer si les détenteurs de CCC obtiendront la reconnaissance de droits acquis pour la demande de permis.

Alberta et Territoires du Nord-Ouest – Sara Holland

- Les problèmes de réglementation en Ontario et au Québec préfigurent-ils des problèmes en Alberta?
- En Alberta, les critères imposés aux psychologues passeront du diplôme de maîtrise au doctorat.
- Le processus s'échelonnait probablement sur 10 ans.
- Sara s'occupe de l'Initiative nordique.
- Elle assure la liaison avec la Section de l'Alberta.
- La Section organise des rencontres régionales portant sur les CÉP, élabore un modèle de bulletin de liaison, planifie son AGA et rédige ses règlements généraux.
- On a noté une baisse de l'engagement des représentants étudiants en Alberta.

Nouvelle-Écosse – Beth Robinson

- Lorna Martin a fait une présentation à l'Université Acadia en juin 2012.
- Le nombre de membres s'est accru en N.-É.
- Beth a fait des présentations aux étudiants.
- Elle assure la liaison avec la Section de la Nouvelle-Écosse. Les membres de cette Section tiendront leur première AGA en mai 2013, durant le congrès à Halifax. Ils se sont investis dans la planification du Congrès.
- Le NSCCT a du mal à recruter des superviseurs qualifiés.

Manitoba – Miriam Duff

- Le nombre de membres est stable.
- La Section du Manitoba s'est formée et planifie sa première rencontre.
- Le programme de représentants étudiants doit se développer au Manitoba.
- Il n'y a pas de réglementation en vue dans la province, mais les membres de la Section travailleront à faire bouger les choses.
- Miriam s'occupe de l'Initiative nordique.
- Elle assure la liaison avec la section Arts créatifs en counseling.

- La Section est reconnaissante pour le financement obtenu de l'ACCP pour la production de brochures.
- Miriam assure aussi la liaison avec la section Counseling en pastorale et soins spirituels.
- Son comité de direction a subi des changements et la section est en croissance.

6. Éléments d'information – Questions soulevées

Les éléments suivants ont été présentés à titre d'information au Conseil d'administration.

Revue canadienne de counseling et de psychothérapie

- Le rédacteur de la RCCP, Kevin Alderson, nous a informés de la décision de l'Université de Calgary de cesser la publication de revues, de sorte que la RCCP ne sera plus publiée par les presses de l'Université de Calgary.
- Toutes les publications s'effectueront désormais de façon autonome.
- Le D^r Alderson a conclu un contrat avec des réviseurs afin de garantir la qualité, et le nombre de volumes et de numéros, ainsi que les processus resteront constants.

Projet d'évaluation nationale

- Le Projet d'évaluation nationale entreprend ses deux dernières années de financement par l'entremise du Gouvernement du Canada dans le cadre de son Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers.
- La transition vers une entité indépendante s'est effectuée. Le projet portera dorénavant le nom de *COMPASS Centre for Examination Development*.

CAPFC

- Le Conseil d'accréditation des programmes de formation des conseillers a pris des dispositions afin que le personnel du Siège social se charge de certaines des fonctions administratives du Programme.
- L'ACCP attend de nouvelles précisions avant de fournir des services supplémentaires aux coprésidents Bill Borgen et Sharon Robertson.

Présentations de webinaires

- Les présentations bilingues de « Vous songez donc à devenir administrateur » seront réenregistrées et mises en ligne dans le site web de l'ACCP; tout visiteur du site pourra procéder au téléchargement en tout temps.

Fonds d'aide aux sections

- On a fixé les dates limites de présentation des demandes de financement au Fonds d'aide aux sections.
- Chaque année, ces dates limites seront le 31 mars et le 30 septembre.

Demande de certification en ligne

- L'ACCP a mené, au cours de l'année écoulée, un projet pilote qui permettait aux membres d'effectuer en ligne leur demande de certification.
- Il a été décidé que l'ACCP n'allait pas continuer d'offrir ce service.

- En effet, les membres n'ont pas utilisé ce système convenablement (effectuant la moitié de leur demande en ligne et l'autre moitié sur support papier), ce qui a entraîné un surcroît de travail pour les employés du Siège social.

7. Comptes rendus des comités

Comité des prix d'excellence

- Le programme de prix d'excellence a été bonifié et comprend maintenant plus de prix d'une plus grande valeur monétaire.
- On a créé une rubrique pour chacun des prix afin d'aider les membres du jury à évaluer les demandes.
- L'un des principaux ajouts au programme concerne une subvention au déplacement de membres participant au Congrès; on en offre six aux membres et quatre aux membres étudiants.
- On a suggéré quelques noms de personnes qui pourraient présider les divers sous-comités responsables des prix.

Comité sur la réglementation

- Ce comité ne s'est pas réuni depuis mai 2012.
- Le comité prévoit que d'ici 10 ans, toutes les provinces auront mis en place une réglementation et recommande que l'ACCP appuie tous les efforts en ce sens.
- L'ACCP poursuit son mandat de travail pour les professionnels, tandis que les ordres professionnels travaillent à la protection du public.

L'Initiative nordique

- Les réactions et commentaires au premier webinaire ont été très positifs.
- La participation fut nombreuse, de même que les louanges adressées au présentateur et à l'animateur.
- Les membres ont demandé s'il serait possible d'organiser plus de webinaires, qui porteraient notamment sur des sujets spécialisés.
- Le Comité étudie des moyens qui permettraient aux membres d'entrer en contact par l'entremise du forum, d'un bulletin électronique, de Skype et du site web de l'ACCP.
- Un forum a été mis en place à l'intention des membres des régions nordiques.
- Le Comité a réclamé 1000 \$ pour poursuivre la communication et soutenir les démarches au cours de l'année qui vient, afin de répondre aux besoins particuliers des membres des régions nordiques et éloignées.
- Voici quelques points retenus :
 - Les webinaires sont admissibles aux CÉP.
 - Le Comité étudie la possibilité de tarifier les membres pour les webinaires.
 - Suggestion de tenir un webinaire sur la déontologie.
 - Le coût d'un présentateur est de 250 \$.
 - La somme de 1000 \$ couvrirait les coûts de présentateur, les coûts de traduction et le webinaire.
 - Le Comité pourrait réclamer d'autres sommes ultérieurement, s'il y a lieu.

Résolution : Que le CA de l'ACCP accorde une somme de 1000 \$ en appui au sous-comité responsable de l'Initiative nordique en collaboration avec les membres nordiques pour la poursuite de la communication et des efforts de soutien durant la prochaine année afin de répondre aux besoins définis par les membres nordiques et des communautés éloignées.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par Trish McCracken.
ADOPTÉE.**

Comité de la certification

- Les exigences relatives aux CÉP ont augmenté, passant de 24 à 36 crédits tous les trois ans.
- Un Dossier d'activités de développement professionnel a été mis en ligne sur le site web. Jusqu'à présent, personne ne l'a rempli.
- On a documenté une liste de questions fréquemment soulevées, qui fut transmise au Comité pour qu'il en discute lors d'une rencontre prévue le 18 novembre 2012.
- Le Manuel du superviseur a été publié.
- Le premier cours de supervision de niveau maîtrise a été élaboré et est actuellement offert par l'Université d'Ottawa. Le cours affiche complet.
- Le Comité étudie la certification des superviseurs.

Comité de déontologie

- Le nombre de questions reçues par le Comité s'est accru.
- Le Comité de direction de l'ACCP a discuté de la charge de travail du Comité de déontologie et présentera à son président des suggestions visant à résoudre les problèmes de surcharge.
- Les résolutions seront soumises à nouveau au CA lors de sa prochaine réunion.

Comité de gouvernance

- Des propositions de résolution devaient être présentées par le Comité de gouvernance au sujet de la représentation autochtone au sein du CA.
- Cependant, après l'étude de la nouvelle Loi sur les corporations, cette nouvelle prise de position semble comporter des enjeux juridiques.
- Le Comité devra réviser ses propositions de résolution avec la Section du Cercle autochtone.

8. Recrutement de membres au CA

- Cette année, le CA subit un important roulement de personnel, en raison du départ éventuel de 9 administrateurs.
- La date limite des mises en candidature est le 15 décembre.
- Le CA représente un élément d'inconnu pour de nombreux membres de l'ACCP.
- Pour atténuer les inquiétudes de certains membres concernant le fait d'occuper un poste au sein du CA, on croit qu'il pourrait s'avérer utile de tenir une réunion de CA ouverte lors du congrès ou d'enregistrer l'une de ses réunions.
- Un contact personnalisé de la part d'un administrateur en poste peut faciliter le recrutement.
- Le Conseil est également à la recherche d'un président élu.

- Il importe de rappeler aux membres qu'il ne s'agit pas d'un poste nommé, mais d'un poste élu.

9. Fonds d'aide aux sections

- La Section des formateurs de conseillers a formulé une demande au Fonds d'aide aux sections en vue d'obtenir 3000 \$ pour la rédaction d'un Manuel canadien de counseling évalué par les pairs.
- La Section s'engagerait à fournir une somme équivalente à celle de l'ACCP.
- On a présenté un échéancier et un projet de budget.
- L'ACCP se chargerait de publier l'ouvrage.
- La date d'achèvement proposée est en mars 2014.
- On a confirmé que le Fonds d'aide aux sections contient 6000 \$, somme qui est renouvelable chaque année, à condition d'être approuvée au budget.

Résolution : Que le Conseil approuve la demande de la Section des formateurs de conseillers visant à obtenir 3000 \$ du Fonds d'aide aux sections en vue de rédiger un Manuel canadien de counseling évalué par les pairs.

**Proposée par Erin Crossland. Appuyée par Serge Hall.
ADOPTÉE.**

10. Site internet grand public

- On a besoin de bénévoles pour passer en revue les entrées qui figurent dans la page de ressources du site web Parlons ensemble.
- Ces ressources doivent être neutres et ne pas comporter de dimension commerciale.
- Deux bénévoles se sont manifestés jusqu'à présent.
- Il en faudrait trois autres.
- Les noms de personnes intéressées doivent être adressés à Barb MacCallum.

11. Congrès de recherche

- Sur le plan de la logistique, ce congrès est beaucoup plus simple à organiser que le Congrès annuel de l'ACCP.
- L'Université d'Ottawa nous aide beaucoup, mettant gratuitement à notre disposition des salles et du matériel audiovisuel.
- On a reçu peu de propositions, de sorte que l'appel reste ouvert.
- Pour l'heure, les démarches d'organisation du congrès se poursuivent, compte tenu du faible risque financier.

12. Médias sociaux

- Nicole Maurice fit une présentation au CA sur la façon d'utiliser Twitter, Facebook, le forum de l'ACCP et le blogue de l'ACCP.
- Le CA s'est réparti en sous-groupes pour discuter des avantages, des défis et des questions ayant trait à l'utilisation des médias sociaux par l'ACCP.

Les avantages :

- Excellente façon de joindre un grand nombre de personnes se trouvant à de grandes distances;

- Relativement abordable;
- Actuel, rapide et qui permet d'épargner du temps;
- Impose des communications brèves, dynamiques et interactives;
- Peut servir d'outil de recrutement;
- S'inscrit dans la « nouvelle tendance »;
- Se prête facilement à la recherche.

Les défis :

- Problèmes de confidentialité et de délimitation;
- Facebook (personnel) comparativement à LinkedIn (professionnel);
- Doit être stratégique et volontaire;
- Peut devenir intrusif, envahissant;
- Possibilité de perdre le contact avec les membres non adeptes des médias sociaux;
- Cyberharcèlement;
- Modération compliquée;
- Incidence sur la crédibilité de l'association ou de la profession.

Questions

- Comment pouvons-nous inciter les membres à utiliser nos services?
- Comment pouvons-nous utiliser YouTube?

13. Examen du congrès

Congrès 2012

- La comptabilité du Congrès 2012 est terminée.
- On a enregistré un bénéfice d'environ 7000 \$, dont une partie fut versée à l'Université de Calgary.
- La présentation du chèque s'effectuera lors du Congrès 2013.

Congrès 2013

- Le Comité de planification locale souligne sa reconnaissance pour l'aide fournie par le Siège social et trouve que la planification du congrès se déroule sans heurts.
- Le Comité de planification sert surtout à titre consultatif.
- Cette année, on a mis à l'essai le recours à un Comité de programmation national.
 - On a organisé des téléconférences pour en former les membres.
 - Chaque proposition fut soumise en aveugle à trois personnes.
 - On utilisa la moyenne et l'écart-type pour classer chacune des propositions.
 - Les membres du Comité de programmation chargés des approbations seront l'objet de remerciements dans le programme du congrès et lors de la tenue de celui-ci.
- Le Planificateur du congrès en est à l'étape de communiquer avec les présentateurs.
- Cette année, on mettra à l'essai un nouveau format de programmation.

Congrès 2014

- Ce congrès sera organisé en collaboration avec l'International Association for Counselling (IAC).

- Nous sommes actuellement à la recherche de conférenciers.

Congrès 2015

- Il s'agira du 50^e anniversaire de l'ACCP.
- Lorna invitera l'American Counselling Association à se joindre à notre congrès, car celui-ci se déroulera tout près des frontières (Niagara Falls).

14. Aperçu du rapport sur la gestion du risque

- Le Comité de gestion du risque présenta un aperçu du rapport sur la gestion du risque.
- On demanda aux membres du CA de passer en revue le rapport et d'être prêts à en discuter le contenu le 18 novembre 2012.

Le dimanche 18 novembre 2012

15. Discussion de la gestion du risque

Aperçu

- On a suggéré d'inclure l'énoncé de mission et le champ d'application dans le Rapport sur la gestion du risque.
- Des précisions ont été demandées au sujet du lien entre le Fonds de développement régional et l'augmentation de la cotisation des membres.
- Les détails concernant ce Fonds sont ouverts aux commentaires du CA et seront présentés lors d'une réunion ultérieure.
- On nota qu'une assertion inexacte de la part d'autres associations constitue une autre source potentielle de risque à laquelle nous sommes exposés.

Fonds discrétionnaire de la présidence

- Lorna Martin céda la présidence à Ron Lehr, soit le président sortant de l'ACCP.
- Lorna Martin et Blythe Shepard se retirèrent de la rencontre pour que le CA aborde ce point de l'ordre du jour.
- L'ACCP a intensifié ses démarches d'ouverture aux autres organismes nationaux du Canada et de partout dans le monde qui sont associés au counseling, à la psychothérapie et autres professions connexes en santé mentale.
- Compte tenu de la croissance de l'activité, de la visibilité et des frais de déplacement, il est crucial que le fonds discrétionnaire de la présidence reste adapté aux demandes liées au poste de défenseur des membres et d'ambassadeur de la profession au Canada et à l'échelle internationale.
- Le Comité de gestion du risque proposa une résolution visant à hausser le Fonds discrétionnaire de la présidence, en le faisant passer de 5000 \$ à 10 000 \$.
- La trésorerie confirma qu'il y avait suffisamment de fonds au budget pour accorder cette hausse.
- On suggéra que la somme de 10 000 \$ pourrait ne pas être suffisante et l'on présenta un amendement visant à hausser le fonds à 15 000 \$.

Résolution : Hausser le fonds discrétionnaire de la présidence en le faisant passer de 5 000 \$ à 15 000 \$.

**Proposée par Sara Holland. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Cotisation des membres

- La cotisation n'a pas changé depuis le 1^{er} juillet 2005 (passant alors de 120 \$ à 150 \$).
- Depuis lors, la situation fiscale s'est transformée. Par exemple, en juillet 2010, l'Ontario est passée à la taxe harmonisée (TVH), ce qui entraîna une réduction de 8 % des revenus en provenance de cette province (soit le montant de la taxe de vente provinciale).
- L'envoi de trousseaux aux nouveaux membres comporte des frais de poste, qui ont connu des hausses depuis 2005.
- Le Comité de gestion du risque propose une résolution visant à hausser de 20 \$ la cotisation des membres.
- On proposa un amendement visant à hausser de 10 \$ le barème des tarifs réduits.

Résolution : Hausser la cotisation des membres professionnels réguliers de 20 \$; le barème des tarifs réduits sera haussé de 10 \$, le tout à compter du 1^{er} juillet 2013.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Reconnaissance du personnel du Siège social

- Barb MacCallum et Nicole Maurice se retirèrent de la rencontre pour que le CA aborde ce point de l'ordre du jour.
- Le personnel du Siège social bénéficie d'une remarquable réputation en raison de la façon courtoise et aidante avec laquelle il traite les membres et autres intervenants.
- Le Comité de gestion du risque souhaite que le CA étudie les façons dont nous pourrions rendre hommage à notre personnel.
- Il y aurait lieu de tenir compte des années d'abondance par comparaison avec les années de disette.
- La directrice générale sera consultée pour déterminer dans quel poste du budget on pourrait ajouter les fonds.

Résolution : Que le Conseil d'administration, par l'entremise du Comité de direction, entreprenne des activités de gratification du personnel. La trésorerie du CA assure que les fonds sont disponibles dans un nouveau poste budgétaire affecté à cette fin.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Audit des communications

- L'Association a reçu une proposition d'audit de ses communications pour la somme de 3000 \$.

- On a vérifié les antécédents de l'entreprise, qui possède de l'expérience auprès d'autres associations de santé mentale et qui semble bien outillée pour aider l'ACCP.
- On discuta ensuite des étapes qui pourraient survenir après la tenue d'un audit des communications.

Résolution : Autoriser l'affectation de 3000 \$ à un audit des communications.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par Erin Crossland.
ADOPTÉE.**

Accréditation des agences

- Lorna Martin présenta un aperçu du Programme d'accréditation des agences.
- Barb MacCallum présenta un aperçu des deux options qui pourraient être utilisées pour le lancement du service.
- Ce nouveau programme sera un excellent moyen d'accroître la reconnaissance de l'ACCP et constituera un service supplémentaire offert aux membres.
- On suggéra que le nombre requis d'employés détenteurs du titre de CCC au sein d'une agence soit proportionnel à la taille de l'agence.
- On discuta à savoir si le programme serait faisable dans toutes les provinces.
- Le programme pourrait inciter des conseillers à obtenir le titre de CCC.
- Ce genre d'accréditation est courant dans bien d'autres professions.
- Il y aurait un risque inhérent à ne pas donner suite à ce programme.
- Il faudra considérer le cas des provinces ayant une réglementation (p. ex. le terme de psychothérapie qui est en train d'être réglementé au Québec).
- Il faudrait établir une définition d'agence.
- On présentera un projet de résolution lors de la prochaine réunion du CA.

16. Prestation de conseils à l'intention du Conseil d'administration 2013-2015

- Le CA s'est réparti en sous-groupes pour discuter des conseils que l'on pourrait donner aux membres du Conseil d'administration 2013-2015.

Conseils

- Poser des questions à l'administrateur qui vous précédait dans la région, afin de connaître ce qui a été accompli.
- Posez la question : « Qu'est-ce que le CA attend de moi? »
- Posez la question : « Quels sont les rôles et les responsabilités? »
- La trousse d'orientation des administrateurs contient des renseignements utiles, mais qui ne sont pas tous applicables.
- Il est parfois difficile de concilier le travail et la vie personnelle; il arrive que la charge de travail ne soit pas réaliste.
- N'hésitez pas à communiquer vos questions au personnel du Siège social.
- Certains administrateurs disposent de fonds limités. Assurez-vous que les administrateurs connaissent le financement dont ils disposent.
- Pour joindre les membres, recherchez de meilleurs moyens que les simples bulletins de liaison.

- Il s'agit d'un formidable potentiel de réseautage et de croissance.
- Prévoyez du temps pour permettre aux administrateurs nouvellement en poste et aux administrateurs sortants de se rencontrer.
- Aidez les administrateurs à régler d'éventuels conflits affectifs.
- Assurez-vous qu'après une année, les administrateurs pourront s'échanger les tâches de liaison avec les sections ou au sein de comités.
- Aidez les administrateurs à ne pas se sentir dépassés par la réglementation.
- Tenez-vous au courant du travail des comités.
- Apprenez à motiver les membres à se présenter aux postes d'administrateurs.
- Les administrateurs doivent être bien en vue et accessibles à leurs membres.
- Rédigez une page résumant les tâches d'un administrateur.
- Participez à l'orientation du site web.
- Passez en revue les bénéfices attendus d'une participation autonome (à ses frais) au congrès.
- Les téléconférences mensuelles sont souhaitables.

17. Recommandations concernant l'IAC

- Ron présenta un aperçu de l'IAC.
 - La plupart des congrès et conférences sont fondés sur la recherche
 - Le Comité de direction se compose de personnes provenant de partout dans le monde
 - Lien avec les associations nationales pour la tenue de leurs congrès
 - Deux initiatives principales : tisser plus de liens avec les associations nationales et s'ouvrir aux étudiants.
 - Financé par l'UNESCO.
 - .
- On demande à toutes les associations nationales ce dont elles ont besoin et ce qu'elles croient que l'IAC pourrait faire pour elles.
 - Faciliter les questions de mobilité.
 - Aider à la mise en marché des congrès et conférences.
 - Assurer des liens avec chaque association
 - Possibilités d'échanges internationaux
 - Idées sur la façon de s'ouvrir aux secteurs ruraux et éloignés.
 - Doter le site web d'une section sur la recherche, afin de réseauter les chercheurs
 - Doter le site web de nouvelles en provenance des différents pays.
 - Fournir des liens en direct à ses congrès et conférences.
 - Permettre le partage des tâches (profils de compétence, normes de certification, etc.).
 - Aider à mobiliser les conseillers en situation de crise.

18. Prochaine réunion

- La prochaine réunion se tiendra par téléconférence le 13 décembre à 19 h 30 (HNE).

19. Clôture de la réunion

Résolution : Clôturer la réunion.

Proposée par George Dunne. Appuyée par Miriam Duff.

ADOPTÉE

Présidente

Date

RÉSUMÉ DES RÉOLUTIONS

Résolution : Adopter l'ordre du jour tel que proposé.

**Proposée par Serge Hall. Appuyée par Erin Crossland.
ADOPTÉE.**

Résolution : Adopter le procès-verbal de la réunion du 20 septembre 2012, qui rend compte fidèlement des discussions et des décisions du Conseil.

**Proposée par Michel Lefebvre. Appuyée par Béatrice St-Amand-Doepker.
ADOPTÉE.**

Résolution : Que le CA de l'ACCP accorde une somme de 1000 \$ en appui au sous-comité responsable de l'Initiative nordique en collaboration avec les membres nordiques pour la poursuite de la communication et des efforts de soutien durant la prochaine année afin de répondre aux besoins définis par les membres nordiques et des communautés éloignées.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par Trish McCracken.
ADOPTÉE.**

Résolution : Que le Conseil approuve la demande de la Section des formateurs de conseillers visant à obtenir 3000 \$ du Fonds d'aide aux sections en vue de rédiger un Manuel canadien de counseling évalué par les pairs.

**Proposée par Erin Crossland. Appuyée par Serge Hall.
ADOPTÉE.**

Résolution : Hausser le fonds discrétionnaire de la présidence en le faisant passer de 5 000 \$ à 15 000 \$.

**Proposée par Sara Holland. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Résolution : Hausser la cotisation des membres professionnels réguliers de 20 \$; le barème des tarifs réduits sera haussé de 10 \$, le tout à compter du 1^{er} juillet 2013.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Résolution : Que le Conseil d'administration, par l'entremise du Comité de direction, entreprenne des activités de gratification du personnel. La trésorerie du CA assure que les fonds sont disponibles dans un nouveau poste budgétaire affecté à cette fin.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par George Dunne.
ADOPTÉE.**

Résolution : Autoriser l'affectation de 3000 \$ à un audit des communications.

**Proposée par Miriam Duff. Appuyée par Erin Crossland.
ADOPTÉE.**

Résolution : Clôturer la réunion.

**Proposée par George Dunne. Appuyée par Miriam Duff.
ADOPTÉE.**

RÉSUMÉ DES TÂCHES

N° de tâche	N° de réf.	Tâche	Date	Responsabilité
1	7	Consulter le Comité de déontologie au sujet de solutions possibles à la charge de travail.	Dès que possible	Lorna Martin
2	7	Le Comité de gouvernance doit consulter le Cercle autochtone au sujet de la représentation autochtone au sein du CA.	Dès que possible	Comité de gouvernance
3	7	Adresser un avis à tous les membres ayant participé aux webinaires sur le CA afin de leur offrir une rencontre avec l'administrateur actuellement en poste.	Dès que possible	Siège social
4	8	Étudier la possibilité de tenir une réunion ouverte de CA ou de comité lors du congrès, afin de démythifier les activités du Conseil.	Avril 2013	Comité de direction
5	9	Aviser la Section des formateurs de conseillers de l'acceptation de sa demande auprès du Fonds d'aide aux sections.	Dès que possible	Siège social
6	10	Adresser à Barb MacCallum les noms de candidats pour le Comité du site web grand public	Dès que possible	Membres du Conseil
7	12	Examiner les enjeux inhérents aux médias sociaux et faire rapport sur la faisabilité.		Siège social
8	15	Inscrire l'accréditation des agences à l'ordre du jour pour décembre 2012.	Décembre 2012	Comité de direction
9	15	Préciser l'objet du Fonds de développement régional et reprendre la discussion lors d'une future réunion du CA.		Comité de direction
10	7	Inscrire la restructuration du Comité de déontologie à l'ordre du jour pour décembre 2012.	Décembre 2012	Comité de direction
11	7	Inscrire les propositions de résolution sur la certification à l'ordre du jour pour décembre 2012.	Décembre 2012	Comité de direction
12	17	Fournir à l'IAC l'information obtenue auprès du CA.	Dès que possible	Lorna Martin